

STAATSRAT, VERWALTUNGSSTREITSACHENABTEILUNG

DIE KAMMER Vbis

ENTSCHEID

Nr. 243.065 vom 27. November 2018

A. 219.095/Vbis-184

In der Rechtssache: **HANSEN Alex**,
Wahlmizil bei
der Allgemeinen Zentrale der öffentlichen Dienste (AZöD),
Fontainasplein 9 - 11
1000 Brüssel,

gegen:

die Wallonische Region,
vertreten durch ihre Regierung,
Wahlmizil bei
Herrn Xavier CLOSE, Rechtsanwalt,
avenue de l'Observatoire 10
4000 Lüttich.

I. Gegenstand der Klage

Mit der am 26. April 2016 eingereichten Klage beantragt Alex HANSEN die Nichtigerklärung des Erlasses der Generalsekretärin des Öffentlichen Dienstes der Wallonie vom 19. Februar 2016, aufgrund dessen Marco HENKES, Hauptassistent, durch Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad, im Dienstgrad des Ersten Assistenten (Rang C1) in der Führungsstelle CO3C1040, Beruf 72 „Natur und Forstwesen“, bei der Operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Natur und Forstwesen, Direktion Malmedy, Forstamt Sankt Vith, befördert wird.

II. Verlauf des Verfahrens

Die Verwaltungsakte wurde hinterlegt.

Die Erwiderungs- und Replikschriften wurden den Parteien ordnungsgemäß gegenseitig zugestellt.

Herr Roger WIMMER, Erster Auditor beim Staatsrat, hat einen Bericht gemäß Artikel 12 der allgemeinen Verfahrensordnung erstattet.

Der Bericht wurde den Parteien zugestellt.

Die Parteien haben einen letzten Schriftsatz hinterlegt.

Durch Beschluss vom 30. Januar 2018 wurde die Sache auf die Sitzung vom 16. März 2018 anberaumt.

Herr Wouter PAS, Staatsrat, hat Bericht erstattet.

Frau Vanessa KEVER, Rechtsanwältin, die *loco* Frau Monique DETRY, Rechtsanwältin, für die klagende Partei erscheint, und Frau Anne WERDING, Rechtsanwältin, die *loco* Herr Xavier CLOSE, Rechtsanwalt, für die beklagte Partei erscheint, wurden angehört.

Herr Denis DELVAX, Erster Auditor, hat eine mit diesem Entscheid gleichlautende Stellungnahme abgegeben.

Die in Titel VI Kapitel II der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat enthaltenen Bestimmungen über den Sprachengebrauch wurden angewandt.

III. Sachverhalt

1. Am 17. Februar 2015 richtet die beklagte Partei an die Bediensteten der Dienstränge C3 und C2 des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (ÖDW) einen Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen um die Führungsstellen als erster Assistent (Dienstrang C1) im Beruf 72 „Natur und Forstwesen“.

Drei Bedienstete, darunter der Kläger, reichen ihre Bewerbung um die Stelle CO3C1040 (Direktion Malmédy, Forstamt Sankt Vith) ein.

Am 27. April 2015 legen die drei Bewerber einen Berufsauswahltest vor einer Auswahlgruppe ab.

Am 28. Juli 2015 teilt der Direktionsausschuss der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des ÖDW dem Kläger einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung in französischer Sprache mit.

2. Am 10. August 2015 reicht der Kläger folgende Beschwerde ein:

„ Par ce courrier, je souhaite introduire une réclamation concernant la proposition de classement établie pour l'accession au poste d'encadrement C1 pour le Département de la Nature et des Forêts, Cantonnement de Saint-Vith.

En effet, d'après les informations reçues suite aux auditions qui se sont déroulées le 27 avril 2015, tous les candidats n'ont pas été traités de la même manière. Les observateurs syndicaux présents ont d'ailleurs émis des remarques à l'échéance des auditions sur le formulaire adéquat remis au jury.

Les observations que j'ai à formuler sont les suivantes :

- Alors que les auditions devaient se dérouler en allemand, l'un des trois candidats a présenté l'examen, à sa demande et avec l'accord du jury, en français.
- Deux des membres du jury n'étaient pas bilingues français-allemand mais francophones et aucun traducteur n'était présent. De ce fait, je m'interroge sur la compréhension des questions posées et des réponses fournies.
- Les questions ont été posées en bloc pour certains candidats et une à la fois pour d'autres ne donnant pas le même temps de réflexion à chacun.

Considérant ce qui précède et me sentant lésé dans cette procédure, je souhaite que les auditions dont question soient annulées et réorganisées de manière à ce qu'il y ai[t] une égalité de traitement entre chaque candidat“.

Am 15. September 2015 befindet der Direktionsausschuss über die Beschwerde des Klägers und teilt er dem Kläger seinen Beschluss mit.

3. Am 19. Februar 2016 beschließt die beklagte Partei:

„ LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988, modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 1^{er} avril 2004, 27 mai 2004, 15 avril 2005, 31 août 2006, 15 février 2007, 22 mars 2007, 3 mai 2007, 13 septembre 2007, 28 février 2008, 21 mars 2008, 30 avril 2008, 27 mars 2009, 22 avril 2010, 2 septembre 2010, 23 décembre 2010, 26 mai 2011, 12 janvier 2012, 19 janvier 2012, 20 septembre 2012, 18 octobre 2012, 8 novembre 2012, 15 novembre 2012, 16 mai 2013, 10 octobre 2013, 24 octobre 2013, 23 janvier 2014, 6 février 2014, 20 mars 2014, 24 avril 2014, 30 avril 2014, 15 mai 2014, 26 juin 2014, 27 novembre 2014, 26 février 2015 et 7 mai 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 21 février 2008, 5 décembre 2008, 12 juillet 2012, 31 janvier 2013, 18 avril 2013, 12 septembre 2013, 20 mars 2014, 4 juillet 2014, 6 novembre 2014, 13 mai 2015 et 24 septembre 2015;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 24 décembre 2013 de déclarer vacant notamment l'emploi d'encadrement de Premier assistant (rang C1) CO3C1040 de métier 72 «Nature et Forêts» à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de la

Nature et des Forêts, Direction de Malmédy, Cantonnement de Saint-Vith (Saint-Vith);

Considérant qu'en date du 17 février 2015, l'appel aux candidats a été envoyé par pli postal aux agents réunissant les conditions statutaires pour être mutés ou réaffectés ou promus par avancement de grade au grade de premier assistant;

Considérant les motivations suivantes, reprises au procès-verbal du Comité de Direction de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3) du 16 juin 2015 ayant à l'ordre du jour l'examen des diverses candidatures et de leur recevabilité :

« Vu l'appel aux candidats clôturé dans le délai requis, comprenant notamment la description de fonction et de poste des 25 emplois identifiés ci-après :

.../...

	Poste	Direction générale/ Département/ Direction/ Service d'encadrement	Résidence administrative	Conditions d'accès	Conditions d'exercice
13	CO3C1040	DGO3/Département de la Nature et des Forêts/ Direction de Malmédy/ Cantonnement de Saint-Vith	St-Vith	072 Nature et Forêts/ Être de nationalité belge/ Germanophone/ Permis B/ Poste de sécurité	Prestations irrégulières et permanences/ Port de l'uniforme/ Port et usage d'armes à feu

.../...

Considérant que l'appel aux candidats indique notamment :

- que l'examen des candidatures comporte un 'test de sélection professionnelle' organisé par la direction générale concernée et destiné à vérifier l'adéquation du profil du candidat avec le poste à pourvoir;
- que ce test consiste en un entretien d'une durée de 30 minutes précédé d'une préparation écrite de 30 minutes;
- que cet entretien portera sur trois critères de sélection et de classement : le premier relatif à la présentation de la candidature, le deuxième relatif à la vision de l'emploi postulé et le troisième relatif à la maîtrise des différentes filières concernées par l'emploi d'encadrement;
- que le test sera coté sur base d'une grille d'évaluation (jointe en annexe de l'appel) de l'adéquation entre le candidat et l'emploi postulé;
- qu'une cotation inférieure à la moitié des points pour au moins un des critères de sélection et/ou à 60 sur 100 pour le total déterminera l'inaptitude du candidat, tandis qu'une cotation égale ou supérieure à la moitié des points pour chacun des critères de sélection et à 60 sur 100 pour le total déterminera son aptitude et son classement;
- que, sur base des résultats, le Comité de Direction établira, d'une part, la liste des candidats qui ne sont pas aptes pour la fonction et, d'autre part, procédera au classement des candidats jugés aptes à occuper l'emploi par mutation ou par promotion par avancement de grade.

Considérant que l'appel aux candidats indique en outre que la candidature est motivée et accompagnée d'un curriculum vitae conforme au modèle figurant à l'annexe VI du Code de la fonction publique;

Constatant que 21 [lire 20] candidatures ont été transmises par le Secrétariat général à la DGO3;

Considérant qu'à l'analyse de celles-ci, deux candidatures (F. LEURQUIN et G. DETAILLE) ont été jugées irrecevables, ce qui a fait l'objet d'une

notification par Monsieur le Directeur général f.f. aux intéressés en date du 8 avril 2015;

Vu les résultats des tests de sélection professionnelle qui se sont déroulés du 27 avril 2015 au 4 mai 2015;

Constatant que Monsieur Alain LALMANT réalise une présentation générale du dossier aux membres du Comité de Direction;

Le Comité de Direction procède à une analyse comparative des candidatures et établit pour chaque emploi, d'une part, la liste des candidats qui ne sont pas aptes pour la fonction et, d'autre part, procède au classement des candidats jugés aptes à occuper l'emploi par mutation ou par promotion par avancement de grade.

.../...

1. Emplois de la Direction de Malmédy du Département de la Nature et des Forêts

[...]

1.3. Emploi du Cantonnement de Saint-Vith

L'emploi CO3C1040 est vacant au sein du Cantonnement de Saint-Vith.

En application de l'article 53, § 3 du Code de la Fonction publique wallonne, le Comité de Direction est élargi à :

- Léo SCHLEMBACH, Directeur.

Après avoir examiné les candidatures introduites par les agents suivants :

- Monsieur Jean-Marie METENS;
- Monsieur Alex HANSEN;
- Monsieur Marco HENKES.

Considérant qu'aucun de ces agents n'est titulaire du grade de premier assistant et qu'en conséquence, il n'y aucune candidature à la mutation à la demande mais uniquement des candidatures à la promotion par avancement de grade au grade de premier assistant;

Le Comité de Direction procède à une analyse comparative des candidatures.

Pour le critère relatif à la présentation de la candidature :

- Monsieur Jean-Marie METENS obtient 25/27;
- Monsieur Alex HANSEN obtient 19/27;
- Monsieur Marco HENKES obtient 24/27.

Pour le critère relatif à la vision de l'emploi postulé :

- Monsieur Jean-Marie METENS obtient 27/33;
- Monsieur Alex HANSEN obtient 24/33;
- Monsieur Marco HENKES obtient 28,5/33.

Pour le critère relatif à la maîtrise des différentes filières :

- Monsieur Jean-Marie METENS obtient 29/40;
- Monsieur Alex HANSEN obtient 24/40;
- Monsieur Marco HENKES obtient 29,5/40.

Au terme de la comparaison effectuée entre les candidats pour les trois critères, les cotations sont additionnées :

- Monsieur Jean-Marie METENS obtient 81/100;

- Monsieur Alex HANSEN obtient 67/100;
- Monsieur Marco HENKES obtient 82/100;

Considérant que ne sont jugés aptes que les candidats ayant obtenu la moitié des points pour chacun des critères de sélection et 60 sur 100 pour le total;

Considérant les cotes attribuées pour chacun des critères précités et l'addition de celles-ci, le Comité de Direction établit les propositions provisoires de classement suivantes des candidats jugés aptes pour l'emploi de Premier Assistant CO3C1040 :

Classement	Points	Candidat
1°	82/100	Monsieur Marco HENKES
2°	81/100	Monsieur Jean-Marie METENS
3°	67/100	Monsieur Alex HANSEN»;

Considérant qu'en date du 28 juillet 2015, la proposition provisoire de classement, dûment motivée, a été notifiée aux candidats, par lettres recommandées déposées à la poste le 29 juillet 2015;

Considérant les motivations suivantes, reprises au procès-verbal du Comité de Direction du 15 septembre 2015 ayant à l'ordre du jour l'examen des réclamations et/ou observations :

« Vu l'article 50, § 3, du Code de la fonction publique wallonne;

Vu le procès-verbal de la séance du comité de direction du 16 juin 2015 contenant la proposition provisoire de classement pour l'emploi de premier assistant CO3C1040 du cantonnement de Saint-Vith, direction de Malmédy du département de la Nature et des Forêts de la direction générale opérationnelle 'Agriculture, Ressources naturelles et Environnement';

Vu le courrier recommandé du 28 juillet 2015 (cachet de la poste 29/07/2015) transmettant la proposition provisoire de classement à Monsieur HANSEN;

Vu la réclamation et les observations formulées par Monsieur Alex HANSEN, par courrier recommandé du 10 août 2015, concernant l'emploi CO3C1040 vacant au cantonnement de Saint-Vith;

Considérant que ce candidat ne demande pas à être entendu par le comité de direction;

Examen de la réclamation :

Le comité de direction a procédé à l'examen de la réclamation et des observations de Monsieur HANSEN.

Dans sa réclamation, Monsieur HANSEN critique la manière dont se sont déroulées les auditions et sollicite qu'elles soient annulées et réorganisées afin de garantir une égalité de traitement entre chaque candidat. Il formule trois observations, sur base des informations reçues des observateurs syndicaux:

- Alors que les auditions devaient se dérouler en allemand, l'un des trois candidats a présenté l'examen, à sa demande et avec l'accord du jury, en français;
- Deux des membres du jury n'étaient pas bilingues français-allemand mais francophones et aucun traducteur n'était présent. De ce fait, Monsieur HANSEN s'interroge sur la compréhension des questions posées et des réponses fournies;

- Les questions ont été posées en bloc pour certains candidats et une à la fois pour d'autres ne donnant pas le même temps de réflexion à chacun.

Vu les observations faites par les observateurs syndicaux présents lors des auditions sur le document prévu à cet effet :

- 'une personne, à sa demande, a présenté l'examen en français et pas en allemand';
- 'à un autre on a posé un bloc de questions par contre tous les autres ont eu les questions séparées'.

Le comité de direction apporte les réponses suivantes :

Concernant l'audition d'un candidat en français, le comité de direction constate qu'effectivement, un candidat a souhaité être auditionné en langue française. Ce même candidat avait introduit sa candidature en français également. L'emploi des langues doit garantir que le candidat soit auditionné dans sa langue. Ici, il choisit le français mais il parle tout aussi bien l'allemand. Rien n'obligeait à être impérativement auditionné en allemand.

Concernant l'absence de bilinguisme français-allemand de deux des membres du jury, le comité de direction constate en effet que Messieurs Jean-François RIVEZ et Alain LALMANT sont francophones et ne parlent pas régulièrement l'allemand. Cependant, il constate aussi que le jury était composé de deux germanophones complets, soit Messieurs Léo SCHLEMBACH, Directeur territorial et Gebhard PROBST, Chef de Cantonnement. Ce sont ces deux dernières personnes qui ont servi de manière très expérimentée de traducteurs. Tantôt, ils traduisaient les questions, tantôt ils traduisaient les réponses accompagnées, le cas échéant, des nuances éventuelles. Le fait d'avoir deux membres du jury non germanophones n'a pas influencé l'attribution des cotes et *in fine*, le classement.

Concernant la manière de poser les questions (en bloc ou pas), la commission de sélection a précisé au comité de direction qu'elle obtenu de tous les candidats des réponses à toutes les questions posées, qu'il n'apparaît pas dès lors qu'un candidat a été lésé. Monsieur HANSEN n'indique pas non plus dans sa réclamation s'il a été préjudicié par la manière dont les questions lui ont été posées. En effet, il ne précise pas si c'est lui le candidat concerné.

En synthèse : le comité de direction maintient son appréciation. En effet à aucun moment Monsieur HANSEN ne démontre dans sa réclamation que la manière dont les auditions ont été menées a été préjudiciable à sa candidature.

Considérant tout ce qui précède, le Comité de direction décide :

- 1°) de déclarer non fondée la réclamation introduite par Monsieur HANSEN;
- 2°) de maintenir en conséquence sa proposition de classement émise en sa séance du 16 juin 2015 pour l'emploi CO3C1040»;

Faisant siennes les motivations du Comité de Direction reprises ci-avant,

ARRÊTE :

Article 1. Monsieur Marco HENKES, assistant principal, est promu par avancement de grade au grade de premier assistant (rang C1) à l'emploi d'encadrement CO3C1040, métier 72 «Nature et Forêts» à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de la Nature et Forêts, Direction de Malmédy, Cantonnement de Saint-Vith (Saint-Vith).

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui celui de sa signature.

Il sera communiqué à l'intéressé“.

Es handelt sich um die beanstandete Entscheidung.

IV. Einziger Klagegrund

IV.1. Standpunkte der Parteien

4. In dem einzigen Klagegrund führt der Kläger einen Verstoß gegen die Artikel 15 und 38 der Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, koordiniert am 18. Juli 1966; die allgemeinen Grundsätze der Gleichheit und Nicht-Diskriminierung, verankert in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung; die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsrechts, insbesondere den Grundsatz der guten Verwaltung und einer angemessenen Prozedur, sowie den Grundsatz der Prüfung und des Vergleichs der Titel und Verdienste, sowie eine falsche interne, ungenaue und missbräuchliche Begründung und eine Befugnisüberschreitung an.

4.1. Der Kläger führt an, dass das Forstamt von Sankt Vith eine regionale Dienststelle im Sinne des Artikels 32 und Artikel 34, § 1, b) der vorgenannten koordinierten Gesetze bilde, deren Tätigkeitsbereich sich ausschließlich auf Gemeinden des deutschen Sprachgebietes erstreckte, und dessen Sitz in demselben Gebiet liege.

Mit Bezug auf die Vergabe von Stellen an Bedienstete in solchen regionalen Dienststellen bestimme Artikel 38, § 1 dieser koordinierten Gesetze, dass in den in Artikel 33 oder 34 § 1 erwähnten Dienststellen niemand in ein Amt oder eine Stelle ernannt oder befördert werden dürfe, wenn er die Sprache des Gebietes nicht beherrsche. Diese Sprachkenntnis werde gemäß den in Artikel 15 § 1 angegebenen Regeln festgestellt. Das heißt dass die „Zulassungs- und Beförderungsprüfungen in der Sprache des Gebietes abgehalten [werden]. Bewerber werden nur zur Prüfung zugelassen, wenn aus den erforderlichen Diplomen oder Studienzeugnissen hervorgeht, dass sie am Unterricht in der oben erwähnten Sprache teilgenommen haben. In Ermangelung eines solchen Diploms oder Zeugnisses muss die Kenntnis der Sprache vorher durch eine Prüfung nachgewiesen werden“.

Da die vakante Stelle des Ersten Assistenten (Rang C1) beim Forstamt Sankt Vith durch Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad zu erlangen sei, müsste jede Beförderungsprüfung auf Deutsch stattfinden.

Dabei seien in diesem Fall die Zugangsbedingungen zur Stelle durch den Artikel 53 des Kodexes des wallonischen öffentlichen Dienstes bestimmt. Artikel 53 § 2 Nr. 6 dieses Kodex verlange, dass der Bewerber eine berufliche Auswahlprüfung

bestehe, die die Angemessenheit des Profils des erfolgreichen Prüfungsteilnehmers mit der zu besetzenden Stelle prüfe.

Der Kläger schlussfolgert, dass diese berufliche Auswahlprüfung, dessen Bestehen eine Bedingung der Beförderung zum Dienstgrad des Ersten Assistenten sei, zu der der Kläger und seine Konkurrenten am 27. April 2015 eingeladen worden seien, ausschließlich auf Deutsch stattfinden müsste.

4.2. Der Kläger behauptet, an erster Stelle, dass die Hälfte der „Gruppe des Auswahlverfahrens“, die beauftragt gewesen sei, diese Prüfung abzuhalten, nicht die Kenntnis der deutschen Sprache nachweisen könnte.

Zweitens behauptet der Kläger, dass einer der Kandidaten angefragt habe, die Prüfung in Französisch abhalten zu können und man es ihm erlaubt habe.

Drittens fügt der Kläger hinzu, dass der Vorschlag der Klassierung aufgestellt durch den Direktionsrat der DGO3 vom 16. Juni 2015 ihm auf Französisch und nicht auf Deutsch zugestellt worden sei.

4.2.1. Mit Bezug auf die erste Behauptung führt der Kläger an, dass die „Gruppe des Auswahlverfahrens“ aus vier Personen bestände, und dass zwei Personen französischsprachig gewesen seien und kein vorschriftsmäßiges Deutsch sprächen. Der Kläger weist daraufhin, dass dieses vom Direktionsrat der DGO3 während der Prüfung der Beschwerde, vorgetragen durch den Kläger gegen die provisorische Klassierung, zugegeben worden sei.

Die Prüfungskommission sei demnach illegal zusammengesetzt worden und folglich sei, aufgrund einer illegalen Prüfung, der Vorschlag der Klassierung, auf den die beanstandete Entscheidung aufgestellt worden sei, mit Fehler behaftet.

Der Kläger behauptet, dass als Antwort auf die eingereichte Beschwerde des Klägers gegen die provisorische Klassierung aufgestellt von dem Direktionsrat der DGO3, die diese Illegalität schildere, letzterer in seinem definitiven Vorschlag vom 15. September 2015 darlege, dass die zwei deutschsprachigen Mitglieder des Prüfungsausschusses die Fragen und die Antworten der Kandidaten übersetzt hätten. Der Kläger führt an, dass diese Behauptung falsch sei. Weder die Fragen noch die Antworten seien übersetzt worden.

Außerdem, in der Annahme diese Behauptung würde der Wahrheit entsprechen, würde diese Behauptung den Nichtigkeitsklagegrund nicht aushebeln. In der Tat dürfe diese Art von Übersetzung nicht erlaubt sein, da diese Personen keine einzige Qualifizierung hätten, um eine gesetzliche zertifizierte Übersetzung vorzunehmen und keine einzige sprachliche Befugnis besitzten, um getreu die vorgebrachten Elemente und Argumente durch den Kandidaten zu übersetzen. Die

zwei französischsprachigen Mitglieder dieser kollegialen Gruppe des Auswahlverfahrens, seien durch die Intervention ihrer Kollegen verhindert gewesen, persönlich und in jeglicher Unabhängigkeit ihre Beurteilungsbefugnis über die Qualität der Kandidaten bezüglich der zu besetzenden Stelle auszuüben. Somit sei gegen die allgemeinen Rechtsgrundsätze der guten Verwaltung und insbesondere den Grundsatz der Prüfung und des Vergleiches der Titel und der Verdienste verstoßen worden. Der Kläger legt zudem dar, dass die zwei deutschsprachigen Mitglieder dieser Gruppe des Auswahlverfahrens, jeweils der Verantwortliche des Forstamtes Sankt Vith und der territoriale Direktor, von dem das Forstamt abhängig sei, gewesen seien. Die Objektivität der Prüfung schließe die Anwesenheit dieser zwei anderen Personen, die dienstaufsichtsmäßig der Verantwortung des Forstamtes entfernt seien, in sich. Da sie die Sprache der Kandidaten nicht verstanden, seien diese beiden Personen von den angeblichen überlieferten Übersetzungen der Personen abhängig geblieben, die ihre Autorität direkt auf den Bediensteten, der ausgewählt worden sei, ausüben würden. Also habe man eine exorbitante Stimme den beiden Verantwortlichen in einer Gruppe des Auswahlverfahrens erteilt, einer Gruppe des Auswahlverfahrens, welche einen objektiven Beschluss kollegial fassen sollte.

4.2.2. Die zweite Behauptung des Klägers zielt darauf ab, dass einem der Kandidaten, auf seine Bitte, erlaubt worden sei, die Prüfung auf Französisch ab zu legen. Für diesen Kandidaten hätten die zwei Mitglieder der französischsprachigen Gruppe des Auswahlverfahrens die Fragen und Antworten direkt in ihrer eigenen Sprache, ohne Zwischenperson, abwägen können. Dies habe zu einer unterschiedlichen Behandlung der zwei anderen Kandidaten (zu denen der Kläger gehörte) führen können. Also sei die Gesamtheit der Resultate der Prüfung des Auswahlverfahrens fehlerhaft.

4.2.3. Drittens gibt der Kläger an, dass der Vorschlag der Klassierung aufgestellt durch den Direktionsrat der DGO3 vom 16. Juni 2015 ihm auf Französisch und nicht auf Deutsch zugestellt worden sei. Der Kläger ist der Meinung, dass, da somit am Ende einer Prozedur die in deutscher Sprache vonstattengehen müsse, eine wesentliche Formalität nicht respektiert worden sei. Der Vorschlag sei in einer Sprache geschrieben, in der der Kläger sich nicht ausdrücken müsse. Er habe seine Beschwerde in einer Sprache geschrieben, die gesetzlich nicht die sei, die er gebrauchen müsse, „was bei ihm ein Fehlen beim Nuancieren nicht treffende Abfassung einer Beschwerde hätte hervorrufen können gegen eine totale zutreffende Abfassung“.

4.3. Schließlich behauptet der Kläger, dass in der Prüfung die Fragen auf eine sehr unterschiedliche Art und Weise an die drei Kandidaten gestellt worden seien: für die einen seien sie in einem Block gestellt worden (was der Fall für den Kläger gewesen sei) und für die anderen, seien sie getrennt gestellt worden, und sei diesen Kandidaten Zeit zum Nachdenken eingeräumt worden. Diese Feststellung sei

durch eine formelle Bemerkung abgefasst durch die Gewerkschaftsvertreter, entsandt um der Prüfung beizuwohnen, am Ende dieser Prüfung bestätigt. Es habe also in der Behandlung der Kandidaturen und beim Ablauf der Prüfung, auf den sich die Klassierung der beanstandeten Entscheidung beziehe, eine Diskriminierung gegeben, die nicht in Bezug auf die vorgebrachten Grundsätze angenommen werden könne.

Die beanstandete Entscheidung, die sich auf einen Vorschlag der definitiven Klassierung aufgestellt aufgrund dieser unregelmäßigen und illegalen Prüfung stütze, sei illegal.

5. Die beklagte Partei antwortet, dass mit Bezug auf die Sprache der Prüfung der Klagegrund unbegründet sei, da er sich auf den Verstoß gegen die Artikel 34 und 38 der koordinierten Gesetze berufe. Es gälten aber die Artikel 35 bis 44 des Gesetzes vom 9. August 1980 'zur Reform der Institutionen', da es sich um den Sprachgebrauch in den Dienststellen der Regierung einer Region handele. Das Beförderungsverfahren betreffe eine Beförderung in die Besoldungsgruppe des Ersten Assistenten für eine Stelle, deren Verwaltungssitz im Forstamt Sankt Vith festgesetzt sei. Das Forstamt Sankt Vith übe seine Tätigkeiten ausschließlich in der deutschsprachigen Region aus.

Artikel 38 des Gesetzes vom 9. August 1980 bestimme, dass auf die in Artikel 37 genannten Dienststellen, deren Tätigkeit sich ausschließlich auf Gemeinden mit spezieller Sprachenregelung innerhalb einer Sprachregion erstreckte, die durch die koordinierten Gesetze auferlegte Sprachenregelung zum Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten in den lokalen Dienststellen dieser Gemeinden anzuwenden sei. Keiner könne in diesen Dienststellen für eine Funktion oder eine Stelle ernannt oder befördert werden, wenn er nicht der Sprache der Region mächtig sei, festgestellt gemäß Artikel 15 § 1 der koordinierten Gesetze zum Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten. Die Dienststellen seien so organisiert, dass sie ohne die geringste Schwierigkeit diese Bestimmungen einhalten könnten.

Die beklagte Partei erläutert, dass die Stelle des Ersten Assistenten ein Dienstgrad für Führungskräfte sei, und dass das Verfahren zur Beförderung in diesen Dienstgrad durch Artikel 53 § 3 des Staatsdienstgesetzbuches festgelegt sei, der im Wesentlichen auf das durch Artikel 50 §§ 2 und 3 vorgesehene Verfahren verweise. Laut diesem Verfahren verfasse der Lenkungsausschuss - nach Anhörung der Bewerber - einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung, den er den betreffenden Bediensteten zustelle. Diese könnten Beschwerde einlegen. Der Lenkungsausschuss verfasse dann einen endgültigen Vorschlag zu Händen des Generalsekretärs, der die Entscheidung treffe.

Der Lenkungsausschuss der DGO3 setzte ein eigenes Verfahren zur Bewertung der Befähigungsnachweise und Verdienste der Bewerber für bestimmte Beförderungen ein. In einem Beschluss vom 13. Dezember 2011 entschied er, dass die Prüfung der Bewerber für Beförderungen zu „Führungspositionen der Besoldungsgruppe C1 innerhalb der Abteilung für Natur und Forstwesen und der Abteilung Ländlicher Raum und Wasserläufe“ über einen professionellen Auswahltest erfolge. Die Form der Prüfung werde also vom Lenkungsausschuss der DGO3 im Rahmen der Prüfung der Befähigungsnachweise und Verdienste der Bewerber für eine Beförderung zum Ersten Assistenten auferlegt.

Die beklagte Partei führt an, dass, entgegen die Behauptungen des Klägers, die vom Lenkungsausschuss eingesetzte „Eignungsprüfung“ bezüglich der Beförderung auf die freie Stelle im Forstamt Sankt Vith sehr wohl auf Deutsch und nicht auf Französisch ablief. Sie behauptet, dass der Kläger nicht bestreiten könne, dass die Aufforderung zur Einreichung von Bewerbungen insbesondere auf Deutsch verfügbar gewesen sei und den betreffenden Bediensteten in dieser Sprache zur Kenntnis gebracht worden sei. Der Kläger könne auch nicht in Frage stellen, dass er selbst seine Bewerbung auf Deutsch eingereicht habe und er in dieser Sprache angehört worden sei. Es stimme, dass im Protokoll, das nach dem „Eignungstest“ abgefasst worden sei, die Beobachter der Gewerkschaftsorganisationen angegeben hätten, dass einer der Bewerber seine Prüfung auf Französisch vorlegen wollte und es ihm von den Mitgliedern der Jury bewilligt worden sei. Dieses Protokoll betreffe aber drei getrennte Beförderungsverfahren, für die der Test am gleichen Tag auf Deutsch durchgeführt worden sei (Beförderungen in Büllingen, Eupen und Sankt Vith). Von den sieben zum Test vorstelligen Bewerbern beantragte ein einziger die Anhörung auf Französisch, die ihm bewilligt worden sei. Wenn einem von sieben Bewerbern gestattet worden sei, sich auf Französisch auszudrücken, bedeute dies wohl im Umkehrschluss, dass der Test für alle anderen Bewerber auf Deutsch stattgefunden habe.

Die beklagte Partei führt an, dass nur die Rechtmäßigkeit des auf Französisch vorgelegten Tests auf der Ebene des Sprachengebrauchs in Verwaltungsangelegenheiten angefochten werden könne. Folglich sei zu untersuchen, ob die Tatsache, dass einem Bewerber bewilligt worden sei, seinen Test auf Französisch vorzulegen, irgendeinen Einfluss auf den angefochtenen Rechtsakt gehabt habe. Aus dem Antwort des Lenkungsausschusses auf die vom Kläger eingereichte Beschwerde gegen die vorläufige Einstufung ergebe sich, dass der Bewerber, der seinen Eignungstest auf Französisch vorgelegt habe, Jean-Marie Metens sei, der nur als zweiter vom Lenkungsausschuss eingestuft worden sei. Selbst wenn man davon ausgehe, dass der Test von Jean-Marie Metens im Namen des Sprachengebrauchs in Verwaltungsangelegenheiten für ungültig erklärt werde, würde die jeweilige Einstufung von Marco Henkes und des Klägers unverändert bleiben.

Die beklagte Partei führt an, dass in Bezug auf die Kenntnis der deutschen Sprache von sämtlichen Mitgliedern der Jury, keine Bestimmung der Sprachgesetzgebung vorschreibe, dass sämtliche Mitglieder der Jury einer Beförderungsprüfung innerhalb der Dienststellen der wallonischen Regierung deutsch sprächen, es sei denn, die Jury entscheide in einer Beförderung zu einer Stelle in einer in der deutschsprachigen Region gelegenen Dienststelle. Artikel 15 der koordinierten Gesetze, anwendbar auf die vorliegende Situation durch das Gesetz vom 9. August 1980, formuliere eine sprachliche Anforderung, die für die Bewerber zum betreffenden Gebrauch gelte und nicht für die Mitglieder der Prüfungsjury.

Mit Bezug auf die Behauptung, dass ein nicht deutschsprachiger Bewerber durch die Zusammensetzung der Jury bevorzugt worden sei, führt die beklagte Partei an, dass nichts darauf hindeute, dass die Mitglieder der Jury zwangsläufig jemanden bevorzugt hätten, der sich in ihrer Sprache ausdrücke. Darüber hinaus sei davon auszugehen, dass der Klagegrund ohne Interesse sei, da der Bewerber, der sich auf Französisch ausdrückte, nicht vom Lenkungsausschuss vorgeschlagen und nicht von der wallonischen Regierung befördert worden sei. Der Bewerber der sich auf Deutsch ausdrückte, sei bei dem Test befördert worden. Dieser Aspekt des Klagegrundes sei nicht nur unbegründet, sondern auch unzulässig mangels Interesse.

In Bezug auf die Zustellung des vorläufigen Vorschlags auf Französisch, führt die beklagte Partei an, dass der Lenkungsausschuss der DGO3 eine Dienststelle der wallonischen Regionalregierung sei, deren Tätigkeit sich auf den gesamten Tätigkeitsgebiet der Region im Sinne des Artikels 35 des Gesetzes vom 9. August 1980 erstrecke. Die Abfassung eines Vorschlags zu Händen der wallonischen Regierung, und sei es ein Vorschlag zu einer Stelle, deren Verwaltungssitz in der einsprachigen Region deutscher Sprache liege, müsse auf Französisch erfolgen (Artikel 36 des Gesetzes vom 9. August 1980). Der Kläger gebe keine Rechtsvorschrift an, die voraussetze, dass dieser Vorschlag auf Antrag vor Zustellung ins Deutsche übersetzt werde. Artikel 38 des Gesetzes vom 9. August 1980 und Artikel 15 der koordinierten Gesetze formulierten nur sprachliche Anforderungen gegenüber dem Bewerber um eine bestimmte Stelle und bezüglich der Sprache einer etwaigen Zulassungsprüfung. Der Kläger könnte im Übrigen die Übersetzung des vorläufigen Vorschlags vom Lenkungsausschuss auf Deutsch fordern. Darüber hinaus hinderte ihn nichts daran, seine Argumente auf Deutsch vorzubringen.

In Bezug auf die Gleichbehandlung bezüglich der Art und Weise, wie die Bewerber befragt worden seien, verweist die beklagte Partei auf die Antwort des Lenkungsausschusses auf die vom Kläger eingereichte Beschwerde: „Zur Art und Weise der Fragestellung (im Ganzen oder nicht) gab der Auswahl Ausschuss dem Lenkungsausschuss an, dass er von allen Bewerbern Antworten auf alle gestellten

Fragen erhalten habe, es sei daher nicht ersichtlich, dass ein Bewerber übervorteilt wurde. Herr Hansen gibt in seiner Beschwerde auch nicht an, ob er durch die Art und Weise, wie ihm die Fragen gestellt wurden, benachteiligt wurde. Er gibt nämlich nicht an, ob er der betreffende Bewerber ist“ (Übersetzung).

Der beklagten Partei nach zeige der Kläger nicht auf, dass die unterschiedliche Verfahrensweise wirklich einen Bewerber benachteiligen könnte. Insoweit dann das Protokoll des Tests ebenfalls die Beförderungen in den Forstämtern Büllingen und Eupen betreffe, werde nicht aufgezeigt, dass der betreffende Bedienstete Bewerber für die Beförderung im Forstamt Sankt Vith sei. Die Nichtigkeitsantragschrift scheine zu bestätigen, dass der Kläger nicht der Bewerber sei, dem die Fragen „im Ganzen“ gestellt worden seien. Der Kläger verfüge daher über keinerlei Interesse, sich auf dieses Argument zu berufen.

6. Der Kläger erwidert, dass es konstanter Rechtsprechung entspreche, dass die Verletzung der Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten ein Klagegrund öffentlicher Ordnung sei, der von Amts wegen durch den Staatsrat aufgeworfen werden könne. Diese Jurisprudenz zur Anwendung der koordinierten Gesetze bezüglich des Sprachengebrauchs in Verwaltungsangelegenheiten gelte ebenfalls gegenüber den Bestimmungen, die sich in den Artikeln 35 bis 44 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen befänden, da sie sich in den „Titel III - Sprachengebrauch“ des Gesetzes einfügten und ebenfalls den Sprachengebrauch durch die Verwaltungsstrukturen regele, die im Rahmen der Staatsreform geschaffen worden seien. Insofern dies notwendig wäre, macht der Kläger die Verletzung der Bestimmungen von Artikel 35 bis 44 des Gesetzes vom 9. August 1980 geltend. In allen Fällen verwiesen diese Bestimmungen auf die koordinierten Gesetze, deren Beachtung öffentlicher Ordnung entspreche, und dies insbesondere ihr Artikel 15, den der Kläger hauptsächlich in seinem Klagegrund anführe. Der Kläger weist darauf hin, dass das Forstamt von Sankt Vith seine Tätigkeiten ausschließlich im deutschen Sprachgebiet ausübe und dass folglich die Artikel 9 bis 16 der koordinierten Gesetze gälten. Die Tatsache, dass der Kläger die Artikel 34 bis 38 des Gesetzes vom 18. Juli 1966 (man lese: 9. August 1980) nicht erwähne, gefährde die Begründetheit seines Klagegrundes nicht.

Der Kläger weist darauf hin, dass die beklagte Partei die Tatsache, dass einem Kandidaten erlaubt worden sei, die Prüfung auf Französisch abzulegen, dadurch erkläre, dass die Auswahlprüfung am gleichen Tag im Rahmen von drei getrennten Beförderungsprozeduren stattgefunden habe, jeweils für Stellen, die in Büllingen, in Eupen und in Sankt Vith gelegen seien und um die sich sieben Personen beworben hätten. Es handele sich dabei um eine praktische Erwägung, die gleich bedeutend mit der Behauptung sei, dass der Betreffende die Auswahlprüfung auf einmal für die drei Stellen abgelegt habe und dass er nicht spezifisch über seine Fähigkeiten zur Ausübung der Stelle in Sankt Vith befragt worden sei. Diese

Betrachtung stärke die Argumente des Klägers, um die Verletzung des Prinzips guter Verwaltung zu untermauern, dass nach Letzterem die Befähigung jedes Bewerbers auf eine Stelle spezifisch für die jeweilige Stelle geprüft und mit derjenigen seiner Mitbewerber verglichen werden müsse, damit auf diese Weise unter den Bewerbern derjenige ausgesucht werde, der zur Ausübung des Amtes am besten geeignet sei. Diese praktische Betrachtungsweise könne im Übrigen auch nicht dem Klagegrund entsprechen, nach dem eine Prüfung, die zur Besetzung einer Stelle organisiert werde, die von einem deutschsprachigen Beamten ausgeübt werden müsse, sich ausschließlich auf Deutsch und nicht auf Französisch abspielen müsste.

Mit Bezug auf die Behauptung der beklagten Partei, dass die Tatsache, dass ein Bewerber die Prüfung auf Französisch abgelegt habe, keinen Einfluss auf die angefochtene Handlung gehabt habe, führt der Kläger an, dass, indem die Jury ihn die Prüfung auf Französisch absolvieren ließ, sie nicht überprüft habe, ob seine Deutschkenntnisse ausreichend gewesen seien, um das besagte Beförderungsamt korrekt im besagten Sprachgebiet auszuüben.

Mit Bezug auf der Behauptung, dass der Kläger kein Interesse an der Argumentation habe, dass der Herr Metens seine Prüfung auf Französisch absolviert habe, weil eine Ausräumung der Bewerbung dieses Kandidaten nicht zur Ernennung des Klägers führen würde, führt der Kläger an, dass indem er die Tatsache anprangere, dass ein Bewerber seine Prüfung in einer anderen Sprache ablegen könnte, er die Gültigkeit der Prüfung und somit der daraus resultierenden Klassierung anklage. Der Staatsrat besitze nicht die Befugnis, seine Einschätzung derjenigen der Behörde zu substituieren und er könne somit nicht entscheiden, einen Bewerber auszuschließen und der Auffassung zu sein, dass durch diesen Ausschluss die Klassierung die gleiche geblieben wäre. Würde er so verfahren, würde seine Beurteilung diejenige der Behörde ersetzen, was ihm aufgrund der Gewaltenteilung zwischen der ausführenden und der richterlichen Gewalt untersagt sei. Indem er die beanstandete Entscheidung mit der Begründung für nichtig erklären würde, dass die Auswahlprüfung auf unrechtmäßige Weise stattgefunden habe, insbesondere weil ein Bewerber sie in einer anderen Sprache absolviert habe als derjenigen in der sie stattfinden müsste und somit im Übrigen das Gleichheitsprinzip zwischen den Bewerbern unterlaufen würde, müsste der Staatsrat dem Kläger die Möglichkeit wiedergeben, seine Bewerbung in völliger Objektivität und Gleichheit beurteilt zu finden, und dies bei Einhaltung der einschlägigen Sprachregelungen und ihn somit auf den Erhalt einer anderen Klassierung und seiner Beförderung hoffen zu lassen.

Der Kläger weist darauf hin, dass die beklagte Partei nicht bestreite, dass die Hälfte der Auswahljury kein Deutsch spräche. Die beklagte Partei führe an, dass Artikel 15 der koordinierten Gesetze die Erfordernis einer Sprachkenntnis gegenüber dem Beamten vorsehe, der sich um die Stelle bewerbe, aber dass keine gesetzliche Bestimmung vorsehe, dass alle Mitglieder einer Beförderungsjury innerhalb der

Dienste der Wallonischen Regierung diese Sprache sprechen müssten. Der Kläger meint aber, dass, selbst wenn es nicht formell geschrieben stehe, nicht bestritten werden könne, dass naturgemäß aufgrund der im Klagegrund angeführten Prinzipien, die Mitglieder einer Auswahljury in der Lage sein müssten, sich eine persönliche Meinung zu den Fähigkeiten eines jeden Bewerbers um die ausgeschriebene Stelle zu machen. Indem sie die Sprache des Bewerbers nicht kannten, sei es ihnen unmöglich persönlich diese Beurteilungsfähigkeit auszuüben.

Der Kläger hebt hervor, dass nicht argumentiert werde, dass der Bewerber, der sich in Französisch ausgedrückt habe, seinen Mitbewerbern gegenüber bevorteilt worden sei, da alle Jurymitglieder ihn ohne Rückgriff auf eine Übersetzung verstehen könnten. Das Argument sei vielmehr, dass der Bewerber durch das Ablegen der Prüfung in Französisch von der gesamten Jury verstanden und beurteilt werden könnte, im Gegensatz zu Herrn Henkes und dem Kläger, deren Bewerbung nur von zwei deutschsprachigen Mitgliedern der Jury beurteilt worden sei. Diese seien in der Lage gewesen, die Bewerber unmittelbar zu verstehen, ohne auf eine Drittpartei zwecks Übersetzung Rückgriff zu nehmen (gesetzt der Fall, es hätte eine solche gegeben und sie wäre zulässig gewesen, was, dem Kläger nach, nicht der Fall gewesen sei).

Bei diesem Ablauf der Auswahlprüfung habe es eine Diskriminierung gegeben, die die Befähigungsprüfung und die jeweilige Beurteilung der drei Bewerber in Frage stelle. Der Kläger habe sehr wohl Interesse an diesem Klagegrund, der nach Feststellung seiner Begründetheit durch den Staatsrat die beklagte Partei dazu bringen müsse, die Auswahlprozedur wieder aufzunehmen, bei Gewährleistung einer Gleichbehandlung der Bewerber.

Mit Bezug auf die Schlussfolgerung der beklagten Partei, dass weil die DGO3 ein Dienst der Wallonischen Regierung sei, dessen Tätigkeit sich auf alle Bezirke der Region ausstrecke, der Vorschlag des Direktionskomitees an die Regierung in französischer Sprache erfolgen müsse, führt der Kläger an, dass es hier um einen dienstrechtlichen Prozess der Zuteilung einer Stelle gehe, die einem deutschsprachigen Beamten vorbehalten sei. Der Beamte müsse die Kenntnis der deutschen Sprache nachgewiesen haben, und in dieser Sprache seien die Beförderungsprüfungen abzuhalten. Folglich sei in diesem Kontext die Behörde angehalten, im Umgang mit den betroffenen Beamten, die deutsche Sprache zu verwenden. Da der Klassierungsvorschlag eines der Elemente in der Beförderungsprozedur darstelle, gegen das der Beamte seine Einwände vorbringen könne, müsse selbiger auch in dieser Sprache verfasst sein, da er sonst drohe, vom Beamten nicht richtig verstanden zu werden und diesen dazu führe, seine Bewerbung nicht korrekt verteidigen zu können.

Mit Bezug auf die Antwort der beklagten Partei, dass der Kläger nicht den Beweis erbringe, dass die von den Gewerkschaftsdelegierten festgestellte

unterschiedliche Art und Weise der Befragung der Bewerber, einen Einfluss auf die Entscheidung gehabt hätte, führt der Kläger an, dass die beklagte Partei auf die Behauptung der Direktionskomitee verweise, dass die Auswahljury dargelegt habe, dass sie von allen Bewerbern Antworten auf alle gestellte Fragen erhalten habe. Diese Behauptung erbringe nicht den Beweis, dass es keine Diskriminierung zwischen den Bewerbern gegeben hätte. Sie bestätige nicht, dass die Fragen dieselben gewesen wären. Die Tatsache, die Fragen unterschiedlich zu stellen, gruppiert oder einzeln, mit oder ohne Bedenkzeit für den Bewerber, könne bei den Bewerbern unterschiedliche Antworten hervorgerufen haben.

Im Übrigen ist der Kläger der Meinung, dass im Verwaltungsrecht der Behörde und nicht dem Bediensteten obliege, die Rechtmäßigkeit der Begründung ihrer Entscheidungen nachzuweisen. Es sei der beklagten Partei nicht gelungen, aufzuzeigen, dass die Art und Weise der Fragestellung nicht den Prozess der Beurteilung der Fähigkeiten der Bewerber fälschlich beeinträchtigt hätte.

7. In ihrem letzten Schriftsatz erwidert die beklagte Partei die Auffassung aus dem Auditoratsbericht, dass ein Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichbehandlung der Bewerber vorliege, weil die Fragen, die an die Bewerber gestellt worden seien, nicht in gleiche Weise an alle Bewerber gestellt worden seien (entweder in einem Block oder eine Frage nach der anderen). Die beklagte Partei führt an, dass entgegen der Aussage im Auditoratsbericht, bestritten sei, dass der Kläger der Bewerber gewesen sei, dem die Fragen in einem einzigen Block gestellt worden seien.

IV.2. Beurteilung

8. Gesetzeslage

8.1. Laut Artikel 53 des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes (in der auf die Rechtssache anwendbaren Fassung):

„ § 1. Können befördert werden:

[...]

3. in den Dienstgrad des ersten Assistenten: der Hauptassistent und der Assistent;
[...].

§ 2. Der im vorigen Paragraph erwähnte Bedienstete kann befördert werden, wenn er den folgenden Bedingungen genügt:

[...]

6. einen Berufsauswahltest bestehen, durch den die Übereinstimmung des Profils des erfolgreichen Bewerbers mit dem zu beziehenden Posten geprüft wird.

§ 3. Unbeschadet der Absätze 2 bis 4 werden die Führungsstellen gemäß den in Artikel 50 § 2 und § 3 festgesetzten Regeln besetzt.

Für die Führungsstellen der Stufe B, C und D erstellt der Direktionsausschuss, an dem der Bedienstete des Rangs A4 und gegebenenfalls der Bedienstete der Stufe A, dem die Stelle untersteht, teilnehmen, einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber.

Die Stelle wird durch die Regierung für die Stufe A und durch den Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten für die anderen Stufen vergeben. Der Vorschlag des Direktionsausschusses beruht auf dem in § 2 Nr. 6 erwähnten Test.

Im Falle von gleichwertigen Bewerbern wird der Bedienstete mit dem größten Dienstalter im höchsten Rang unter den als fähig eingestuftten Bewerbern durch Aufsteigen im Dienstgrad in die Führungsstelle befördert“.

Artikel 50 des vorgenannten Kodex enthält folgende Bestimmungen (in der auf die Rechtssache anwendbaren Fassung):

„ § 1. [...]

§ 2. Der Direktionsausschuss der Generaldirektion, der die zu besetzende Stelle untersteht, erstellt nach Anhörung der Bewerber insbesondere aufgrund der Funktionsbeschreibung des Bewerbers und seiner Vision der Ausübung der mit der Stelle verbundenen Aufgabe, einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber, die er als für Folgendes fähig hält:

1. die Versetzung, die Wiederzuweisung oder die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad;

2. die interne oder externe Mobilität.

Der Direktionsausschuss macht nur dann einen Vorschlag nach einem der in Absatz 1 Nr. 2 bestimmten Verfahren, wenn überhaupt keine Kandidatur für die Zuteilung der Stelle nach den in Absatz 1 Nr. 1 bestimmten Verfahren vorliegt, oder wenn die Behörde beschließt, die Stelle keinem der Bewerber zu vergeben.

§ 3. Der vorläufige Vorschlag zur Einstufung oder Nicht-Einstufung wird mit Gründen versehen und den Bewerbern zugestellt.

Jeder Bewerber ist berechtigt, innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung seine Bemerkungen geltend zu machen oder eine Beschwerde beim Vorsitzenden des Direktionsausschusses einzureichen. Der Direktionsausschuss befindet über die Beschwerde innerhalb von zwei Monaten nach ihrem Eingang, nachdem er den Beschwerdeführer angehört hat, wenn dieser dies gewünscht hat. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen.

Der begründete Beschluss des Direktionsausschusses über die Bemerkungen oder die Beschwerde wird demjenigen, der eine Beschwerde eingereicht oder seine Bemerkungen geltend gemacht hat, zugestellt.

Im Falle einer Änderung des vorläufigen Vorschlags wird der endgültige Vorschlag mit Gründen versehen und allen Bewerbern zugestellt.

Die verschiedenen Einspruchsmöglichkeiten werden darin angegeben“.

8.2. Das ordentliche Gesetz vom 9. August 1980 über institutionelle Reformen sieht vor:

„ TITEL III - Sprachengebrauch

[...]

KAPITEL II - Die Dienststellen der Exekutiven der Gemeinschaft und der Region

Abschnitt I - Die Dienststellen der Exekutiven, deren Tätigkeit sich über den ganzen Amtsbereich [...] der Wallonischen Region erstreckt

Art. 35 - Die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts sind auf die zentralisierten und dezentralisierten Dienste [...] der Wallonischen Regionalexekutive anwendbar, deren Tätigkeit sich über den ganzen Amtsbereich der Gemeinschaft oder der Region, je nach Fall, erstreckt.

Art. 36 - § 1 - Vorbehaltlich der Bestimmungen von § 2:

1. [...]

2. gebrauchen die Dienststellen [...] der Wallonischen Regionalexekutive das Französische als Verwaltungssprache.

§ 2 - Was die Gemeinden mit besonderer Sprachenregelung in ihrem Amtsbereich angeht, unterliegen die in § 1 erwähnten Dienststellen der Sprachenregelung, die für die lokalen Dienststellen dieser Gemeinden für die Bekanntmachungen, Mitteilungen und Formulare, die für die Öffentlichkeit bestimmt sind, für die Beziehungen zu Privatpersonen und für die Erstellung von Akten, Bescheinigungen, Erklärungen und Genehmigungen durch die koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten vorgeschrieben ist.

Für ihre Beziehungen mit den öffentlichen Diensten, deren Sitz sich in einer Gemeinde des deutschen Sprachgebiets befindet, gebrauchen die Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive die deutsche Sprache.

§ 3 - In den in § 1 erwähnten Dienststellen darf niemand in ein Amt oder eine Stelle ernannt oder befördert werden, der nicht eine gemäß Artikel 15 § 1 der koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten festgestellte Kenntnis der Verwaltungssprache besitzt.

Unter der Bedingung, dass sie eine ausreichende Kenntnis des Französischen nachweisen, können die Bewerber, die ihr Studium im deutschen Sprachgebiet absolviert haben, sowie diejenigen, die ihr Studium im Ausland in deutscher Sprache absolviert haben und eine gesetzlich anerkannte Gleichwertigkeit der Diplome oder Studienzeugnisse geltend machen, in den Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive ernannt oder befördert werden.

Die Dienststellen werden so organisiert, dass sie ohne die geringste Schwierigkeit die Bestimmungen von § 2 einhalten können.

Abschnitt II - Die Dienststellen der Exekutiven, deren Tätigkeit sich nicht über den ganzen Amtsbereich [...] der Wallonischen Region erstreckt

Art. 37 - Die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts sind auf die zentralisierten und dezentralisierten Dienststellen [...] der Wallonischen Regionalexekutive anwendbar, deren Tätigkeitsbereich sich nicht über den ganzen Amtsbereich der Gemeinschaft oder der Region, je nach Fall, erstreckt.

Art. 38 - Die in Artikel 37 erwähnten Dienststellen, deren Tätigkeit sich ausschließlich auf Gemeinden mit besonderer Sprachenregelung eines gleichen Sprachgebiets erstreckt, unterliegen der Sprachenregelung, die für die lokalen Dienststellen dieser Gemeinden durch die koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten vorgeschrieben ist.

In diesen Dienststellen darf niemand in ein Amt oder eine Stelle ernannt oder befördert werden, der nicht eine gemäß Artikel 15 § 1 der koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten festgestellte Kenntnis der Sprache des Gebiets besitzt. Die Dienststellen werden so organisiert, dass sie ohne die geringste Schwierigkeit die Bestimmungen von Absatz 1 einhalten können. [...]

Art. 41 - Die Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive, deren Tätigkeit sich sowohl auf Gemeinden des französischen Sprachgebiets als auch auf Gemeinden des deutschen Sprachgebiets erstreckt, gebrauchen das Französische oder das Deutsche als Verwaltungssprache, je nachdem, ob sich ihr Sitz im französischen Sprachgebiet oder im deutschen Sprachgebiet befindet.

Diese Dienststellen gebrauchen für die Bekanntmachungen, Mitteilungen und Formulare, die für die Öffentlichkeit bestimmt sind, für die Beziehungen mit

Privatpersonen und für die Erstellung von Akten, Bescheinigungen, Erklärungen und Genehmigungen die Sprache oder die Sprachen, die für die Dienststellen ihres Amtsbereichs dafür vorgeschrieben sind. In diesen Dienststellen darf niemand in ein Amt oder eine Stelle ernannt oder befördert werden, der nicht eine gemäß Artikel 15 § 1 der koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten festgestellte Kenntnis der Sprache des Gebiets besitzt. Die Dienststellen werden so organisiert, dass sie ohne die geringste Schwierigkeit die Bestimmungen von Absatz 2 einhalten können.

Abschnitt III - Sanktionen und Kontrolle

Art. 42 - Die Bestimmungen von Kapitel VII und VIII der koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten sind auf die in Abschnitt 1 und 2 erwähnten Dienststellen anwendbar“.

8.3. Artikel 15 der Gesetze „über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten“, koordiniert am 18. Juli 1966:

„ Art. 15 - § 1 - In lokalen Dienststellen, die im französischen, niederländischen oder deutschen Sprachgebiet angesiedelt sind, darf niemand in ein Amt oder eine Stelle ernannt oder befördert werden, wenn er die Sprache des Gebietes nicht beherrscht.

Zulassungs- und Beförderungsprüfungen werden in derselben Sprache abgehalten.

Bewerber werden nur zur Prüfung zugelassen, wenn aus den erforderlichen Diplomen oder Studienzeugnissen hervorgeht, dass sie am Unterricht in der oben erwähnten Sprache teilgenommen haben. In Ermangelung eines solchen Diploms oder Zeugnisses muss die Kenntnis der Sprache vorher durch eine Prüfung nachgewiesen werden.

Wird ein Amt oder eine Stelle ohne Zulassungsprüfung vergeben, so wird die erforderliche Kenntnis der Sprache anhand der diesbezüglich in Absatz 3 vorgeschriebenen Nachweise festgestellt.

§ 2 - [...]

§ 3 - In den Malmedyer Gemeinden und in den Gemeinden des deutschen Sprachgebietes werden die Dienststellen so organisiert, dass die Öffentlichkeit sich ohne die geringste Schwierigkeit der französischen oder der deutschen Sprache bedienen kann“.

9. Durch den beanstandeten Erlass wird Marco HENKES, Hauptassistent, durch Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad, im Dienstgrad des Ersten Assistenten (Rang C1) in der Führungsstelle CO3C1040, Beruf 72 „Natur und Forstwesen“, bei der Operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Natur und Forstwesen, Direktion Malmedy, Forstamt Sankt Vith befördert.

Gemäß Artikel 50, § 2, des Kodex beruht der Erlass zur Besetzung einer Stelle auf einem Vorschlag zur Einstufung der Bewerber, der vom Direktionsausschusses der Generaldirektion, der die zu besetzende Stelle untersteht, gemacht werden muss. Der beanstandete Erlass stützt sich auf den vom „Comité de

direction de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3)“ (der Direktionsausschuss) begründeten Vorschlag.

Gemäß Artikel 53, § 2, Nr. 6. des Kodex ist Voraussetzung für die Beförderung in den Dienstgrad des ersten Assistenten, das Bestehen eines Berufsauswahltestes, durch den die Übereinstimmung des Profils des erfolgreichen Bewerbers mit dem zu beziehenden Posten geprüft wird. Der zu beziehende Posten betrifft im vorliegenden Fall eine vakante Stelle als erster Assistent (Dienststrang C1) im Beruf 72 „Natur und Forstwesen“ bei der Direktion Malmedy, Forstamt Sankt Vith.

10. Laut Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 1998 „zur Festlegung der Grenzen der Forstämter, der Brigaden und der Reviere der Direktion von Malmedy der Abteilung Natur und Forstwesen“ beinhaltet das Forstamt Sankt Vith vier Brigaden und besteht es aus zwölf Revieren, deren Grenzen gemäß den diesem Erlass beigefügten Karten festgelegt sind. In Anwendung des Artikels 3 § 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 „über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen“ kann eine detaillierte Kartographie der Reviere, Brigaden, Forstämter und Direktionen durch den Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt angenommen werden.

Da das Forstamt eine Dienststelle der Regierung der Wallonischen Region ist, deren Verwaltungssitz in Sankt Vith festgesetzt ist, sind, mit Bezug auf die Sprachengesetzgebung, die Bestimmungen der Artikel 35 bis 44 des Gesetzes vom 9. August 1980 „zur Reform der Institutionen“ anzuwenden.

Je nachdem das Forstamt Sankt Vith seine Tätigkeiten ausschließlich in der deutschsprachigen Region ausübt, findet Artikel 38 Absatz 2 oder 41 Absatz 3 des vorgenannten Gesetzes vom 9. August 1980 Anwendung.

Beide Artikel führen dazu, dass niemand in eine Stelle im Forstamt Sankt Vith befördert werden darf, der nicht gemäß Artikel 15 § 1 der vorgenannten koordinierten Gesetze die festgestellte Kenntnis der deutschen Sprache besitzt.

12. Diese Bestimmungen, *juncto* Artikel 53, § 2, Nr. 6, des Kodex, der die Bedingung enthält, dass in dem Berufsauswahltest die Übereinstimmung des Profils des Bewerbers mit dem zu beziehenden Posten geprüft wird, führen dazu, dass die Beförderungsprüfung, d.h. der „Berufsauswahltest“, auf Deutsch abgehalten werden muss. Das bedeutet, dass sowohl die Bewerber als der Prüfungsausschuss (die Auswahlgruppe), die den Berufsauswahltest durchführt, tatsächlich die Deutsche Sprache benutzen. Diese Vorschrift setzt voraus, dass die Auswahlgruppe,

die den Berufsauswahltest durchführt, in der Lage sein muss, den Test auf Deutsch abzunehmen, d.h. in der Lage ist, auf Deutsch Fragen zu stellen und die Antworten auf Deutsch zu verstehen.

13. Die Zusammensetzung der Auswahlgruppe für den Berufswahltest im Rahmen des Verfahrens, die zur beanstandeten Entscheidung geführt hat, hat gemäß der Entscheidung vom 13. Dezember 2011 des Direktionsausschusses stattgefunden.

Diese Entscheidung besagt Folgendes:

„ [...] le Comité de Direction a décidé :

1. de permettre au comité de direction élargi visé à l'article 53, § 3, alinéa 2 du Code de la Fonction publique wallonne, pour chaque emploi déclaré vacant le concernant, de déléguer à un groupe de sélection la mission de réaliser les tests de sélection professionnelle pour les emplois d'encadrement du rang C1 que seront déclarés vacants au sein de la DGO3;
2. que le groupe de sélection sera composé du Directeur général de la DGO3 (ou de son représentant), de l'inspecteur général du département dont relève l'emploi (ou de son représentant) ainsi que de l'agent de rang A4 et, le cas échéant, de l'agent de niveau A visés à l'article 53, § 3, alinéa 2 du Code de la Fonction publique wallonne;

[...]“.

14. Wie vom Kläger angeführt, wie die Präambel bekundet, wie von dem Direktionsausschuss im Rahmen der Untersuchung der Beschwerde bestätigt, und wie von der beklagten Partei bestätigt, besaßen zwei Mitglieder, nämlich der Vertreter des Generaldirektors und der Generalinspektor, nicht die Kenntnis der deutschen Sprache.

Hieraus ist zu schlussfolgern, dass die Auswahlgruppe nicht gemäß den gesetzlichen und dekretalen Bestimmungen zusammengesetzt war.

Hieran ändert nichts die Tatsache, dass die Entscheidung vom 13. Dezember 2011 des Direktionsausschusses bestimmt, dass die Auswahlgruppe von bestimmten Beamten des ÖDW zusammengesetzt wird, und die Tatsache, dass diese Beamten nicht notwendigerweise über die Kenntnis der deutschen Sprache verfügen. Die bindende Voraussetzung der Benutzung und deshalb der Kenntnis der deutschen Sprache folgt doch aus den Artikeln 38 und 41 des Gesetzes von 1980 mit Verweis auf Artikel 15, § 1, koordinierten Gesetze, im Zusammenhang gelesen mit Artikel 53 des Kodex. Obwohl der Direktionsausschuss grundsätzlich dazu gehalten ist, seine eigenen Entscheidungen allgemeiner Art zu befolgen, muss diese Entscheidung vom Direktionsausschuss konform den gesetzlichen und dekretalen Bestimmungen ausgelegt und angewendet werden. Indem die Entscheidung vom 13. Dezember 2011 übrigens erlaubt, Vertreter des Generaldirektors und des Generalinspektors anzuweisen, ist eine Zusammensetzung der Auswahlgruppe, die

den Erfordernissen der gesetzlichen und dekretalen Bestimmungen entspricht, durchaus möglich.

Ebenso wenig ändert hieran nichts die Tatsache, dass gemäß Artikel 36 § 3 Absatz 2 des Gesetzes vom 9. August 1980, die Bewerber, die ihr Studium im deutschen Sprachgebiet absolviert haben, in den Dienststellen der wallonischen Regionalexekutive nur ernannt oder befördert werden, unter der Bedingung, dass sie eine ausreichende Kenntnis des Französischen nachweisen.

Die Behauptung in Antwort des Direktionsausschusses auf die Beschwerde, aufgegriffen in der Präambel der Entscheidung, dass die zwei deutschsprachige Mitglieder der Auswahlgruppe die Frage und Antworten übersetzt hätten, wird vom Kläger bestritten und diese Behauptung wird von der beklagten Partei nicht widerlegt. Der Staatsrat muss feststellen, dass auf jeden Fall die Gewährleistung einer adäquaten und korrekten Übersetzung gefehlt hat.

15. Da die Auswahlgruppe nicht gemäß den gesetzlichen und dekretalen Bestimmungen zusammengesetzt war, und auch keine adäquate Übersetzung stattgefunden hat, sind der auf dem Ergebnis der Auswahlprüfung beruhende Vorschlag sowie der auf diesen Vorschlag beruhende Erlass gesetzwidrig.

Der Klagegrund ist begründet.

16. In seinen anderen Aspekten kann der einzige Klagegrund, sollten diese Aspekte sich als begründet erweisen, nicht zu einer weiterreichenden Nichtigerklärung führen. Diese anderen Aspekte werden deshalb nicht untersucht.

V. Verfahrensentschädigung

17. Der Kläger beantragt eine Verfahrensentschädigung von 140 Euro zu Lasten der beklagten Partei. Diesem Antrag ist stattzugeben.

**AUS DIESEN GRÜNDEN
ENTSCHEIDET DER STAATSRAT:**

Artikel 1.

Der Erlass der Generalsekretärin des Öffentlichen Dienstes der Wallonie vom 19. Februar 2016, aufgrund dessen Marco HENKES, Hauptassistent, durch Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad, im Dienstgrad des Ersten Assistenten (Rang C1) in der Führungsstelle CO3C1040, Beruf 72 „Natur und Forstwesen“, bei der Operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Natur und Forstwesen, Direktion Malmedy, Forstamt Sankt Vith, befördert wird, wird für nichtig erklärt.

Artikel 2.

Eine Verfahrensentschädigung von 140 Euro wird dem Kläger zu Lasten der beklagten Partei zugeteilt.

Die Kosten, festgelegt auf 200 Euro, werden zu Lasten der beklagten Partei gelegt.

Verkündet in Brüssel in öffentlicher Sitzung der Kammer Vbis am siebenundzwanzigsten November zweitausendachtzehn von:

Jeroen VAN NIEUWENHOVE,	Staatsrat, stellvertretender Präsident,
Wouter PAS,	Staatsrat,
Wanda VOGEL,	Staatsrat,
Vanessa WIAME,	Greffier.

Der Greffier,

Der Präsident,

Vanessa WIAME.

Jeroen VAN NIEUWENHOVE.